



Bulletin de l'Association Henri Pézerat • Travail • Santé • Environnement

Février 2017

Cette lettre électronique reprend les différentes informations reçues les mois derniers sur l'adresse mail de l'association et les initiatives auxquelles elle a participé. **Faites-nous parvenir toutes les infos sur l'actualité de vos luttes, qu'elles puissent alimenter cette lettre mais également le site Internet !**

Fanny et Anne, pour l'équipe d'animation

**Prochaine Assemblée Générale de l'Association Henri-Pézerat
Rendez-vous à Montluçon (03)
les 9 et 10 juin 2017**

Retenez les dates et un mail vous parviendra très prochainement pour les modalités d'organisation, de gîte et de couvert.

Agenda

- **Mercredi 15 février 2017, exposé débat sur la « Santé et les travailleurs du nucléaire militaire et civil »**, organisé par l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire (AMFPGN), à l'occasion de l'anniversaire du premier essai nucléaire militaire français au Sahara. Avec Annie Thébaud-Mony et Patrice Bouveret, de l'Observatoire des armements.

De 18 h 30 à 21h, Mairie du 2^e arrondissement de Paris (1^{er} étage, salle des expositions et salle des mariages), 8, rue de la Banque (métro Bourse). Entrée libre et gratuite par la petite porte de la mairie. Contact : Françoise Boman, <f-boman2008@hotmail.fr>

- **Jeudi 16 février 2017 à 19 h 45, projection en avant-première du film *Les sentinelles***, suivie d'un débat en présence de Pierre Pézerat, réalisateur, et d'Annie Thébaud-Mony (présidente de l'association Henri-Pézerat) et auteure notamment de *La science asservie* et de *Travailler peut nuire gravement à votre santé*. Entrée libre et gratuite. Salle Jean Dame, 17 rue Léopold Bellan, 75002 Paris (métro Sentier).

Contact : <asso hp@gmail.com>

- **Mercredi 22 février 2017, grand débat sur les compteurs Linky, "Refus des compteurs communicants : des élus municipaux et des avocats avec nous contre**

Linky », en présence d'élus municipaux, d'avocats et des collectifs anti-Linky d'Île-de-France. A 18 h 30, à la Bourse du travail (salle Ambroise Croizat au rez-de-chaussée), 3, rue du Château d'eau (10e), métro République. Entrée libre et gratuite.

Contact : Françoise Boman, <f-boman2008@hotmail.fr>

S'organiser pour refuser Linky et Cie : <http://refus.linky.gazpar.free.fr>

• **Avant le 28 février, écrivez à vos députés au Parlement européens. On attendait depuis longtemps une révision de la directive européenne** sur les cancérogènes et les mutagènes (CMR) inchangée depuis 2004. Enfin en discussion, elle se situe largement en deçà des besoins : les fumées diesel viennent même d'être retirées du projet et des valeurs limites ne sont définies que pour 3 substances ! Dans un communiqué, la Confédération européenne syndicale (CES) « appelle l'UE à arrêter de tergiverser et à enfin agir pour en finir avec le cancer sur les lieux de travail ». L'Etui publie un rapport (en anglais) sur les substances qui devraient avoir des valeurs limites d'exposition sur les lieux de travail, accessible sur www.etui.org/Publications2/Reports/Carcinogens-that-should-be-subject-to-binding-limits-on-workers-exposure

Un groupe de députés propose de nombreux amendements (voir en pièce jointe). Dans la perspective du débat qui s'engage le 28 février prochain, Annie Thébaud-Mony vient d'adresser un argumentaire précis aux députés français au Parlement européen pour soutenir cette démarche de révision de la directive (voir en pièce jointe). **Vous aussi, écrivez à vos députés ou relayez ces écrits, avant le 28 février, participant ainsi au « plaidoyer pour un plan de lutte mondiale contre les cancers professionnels » dont l'Europe pourrait être le fer de lance**, comme le propose la CES : www.asso-henri-pezerat.org/plaidoyer-pour-un-plan-mondial-de-lutte-contre-les-cancers-professionnels/ Vous pouvez également vous reporter à l'article publié par *Santé et travail*, « L'Europe cale sur les cancers professionnels » :

[www.sante-et-travail.fr/l-europe-cale-sur-les-cancers-professionnels fr art 641 78165.html](http://www.sante-et-travail.fr/l-europe-cale-sur-les-cancers-professionnels-fr-art-641-78165.html)

• **Les 1^{er} et 2 juin 2017, colloque international « Briser l'invisibilité des cancers d'origine professionnelle, mise en perspective internationale de l'expérience du Giscop93 »**, organisé par le Groupement d'intérêt scientifique sur les cancers d'origine professionnelle en Seine-Saint-Denis. Lieu : Maison des Sciences de l'homme (MSH) Paris Nord, à Saint-Denis (93).

Programme bientôt en ligne sur <https://giscop93.univ-paris13.fr>

Contact : giscop93@univ-paris13.fr

Des nouvelles des collectifs en lutte

• **Le collectif « Stop Pollutions Imphy-Sauvigny les Bois » (Nièvre) devient une nouvelle antenne de l'association Henri-Pézerat.** A Imphy, dans la Nièvre (Bourgogne), près de 400 000 tonnes de déchets sidérurgiques (chrome 6, nickel, cobalt, plomb ou amiante, cyanure, pyralène...) sont stockés depuis des décennies dans un

crassier. Depuis 2009, la firme nord-américaine Harsco Minerals exploite le site pour en récupérer des métaux à forte valeur marchande, comme le nickel, issus de la fusion d'aciers inoxydables, une activité qui dégage beaucoup de poussières chargées en métaux lourds. Inquiets pour la santé des riverains (apparition de pneumonies, de cancers, problèmes de thyroïde, d'asthme...), certains d'entre eux se sont regroupés en collectif et viennent de rejoindre l'association Henri-Pézerat. **Ils se confrontent à une véritable omerta sur place des industriels, des pouvoirs publics et du corps médical**, l'aciérie employant encore un millier de salariés. Soutenu par maître François Lafforgue, ils ont lancé plusieurs actions en justice. Contact : <collectif.stop.pollutions@aol.fr>

Pour en savoir plus, un web-documentaire très intéressant réalisé par le *Journal du centre* : https://social.shorthand.com/lejdc_fr/3glfhDfIye/harsco

Et aussi la page facebook du collectif, avec de nombreuses vidéos :

www.facebook.com/pollutions58/photos/a.880314338740697.1073741828.787360578036074/996720960433367/?type=1&theater

- Le tout nouveau « **Comité Var/Corse de Défense des Victimes de l'amiante et des Pesticides** », né suite à la dissolution de l'Ardeva Sud-Est, **rejoint également l'Association Henri-Pézerat.**

- **L'association Ban Asbestos s'est réunie en assemblée générale fin novembre 2016.**

Les échanges furent denses : procès pénal qui n'arrive toujours pas, devenir des déchets amiantés, notamment dans le monde agricole (selon une étude récente, il y aurait par exemple en Bretagne trois millions de m³ de fibrociment amiante toujours en place), situation des bâtiments où l'amiante se dégrade (hôpitaux, école, France télécom...) mettant en danger leurs utilisateurs, et, nouveau chantier qui émerge, la question des archives provenant de bâtiments amiantés : il semblerait en effet que le papier absorbe les fibres d'amiante et les restitue quand on le manipule, avec des taux de fibres très inquiétants, plus élevés que ceux des pièces dont elles provenaient. Une circulaire « archives amiante » a d'ailleurs vu le jour en août 2015 dans la fonction publique. On identifie déjà plusieurs cas de mésothéliomes ou de plaques pleurales chez des personnes ayant manipulé des archives administratives ou industrielles. La bataille pour la création d'un Fonds européen alimenté par les industriels de l'amiante pour financer le désamiantage, mais aussi le recensement des lieux amiantés est plus que jamais d'actualité.

Dans le même temps, on observe une contre-offensive internationale des industriels de l'amiante qui se sont réunis à Moscou en novembre dernier, sous la forme d'un « meeting exceptionnel de l'alliance internationale de l'organisation mondiale des syndicats du chrysotile » dont on a appris l'existence par une dépêche. Leur objectif, faire barrage aux campagnes contre l'amiante qui, selon eux, sont un obstacle majeur sur la route du développement de l'industrie de l'amiante-ciment.

Retrouvez toutes les actualités, françaises et internationales sur www.ban-asbestos-france.com/actualites.htm

• **Le collectif des riverains du CMMP (Aulnay-sous-Bois)** se félicite de la **première condamnation en faute inexcusable obtenue contre le Comptoir des minéraux et matières premières** devant la Cour d'appel par un jugement en date du 19 octobre 2016. Il a fallu 16 années de procédures et toute l'opiniâtreté du cabinet d'avocats TTLA pour y parvenir. Mohamed a été employé de 1963 à 1964, alimentant en minerai les broyeurs d'amiante et mettant en sac (ensachage) la poudre d'amiante ultra fine qui en résultait. Plusieurs survivants ont pu témoigner des conditions de travail dignes des romans de Zola : le brouillard de poussières des ateliers était tel qu'à 6 mètres les ouvriers ne se reconnaissaient pas entre eux. Une année de travail au service du CMMP a suffi pour saturer ses poumons de poussières et le faire mourir à 59 ans, asphyxié à petit feu, suite à une asbestose. Le réquisitoire est sans appel. Les dirigeants du CMMP savaient qu'ils exposaient leurs salariés aux poussières mortelles puisque que « leur attention [...] et leur conscience [...] avaient été attirées par les organismes de contrôle et de prévention de la Sécurité Sociale et des installations classées insalubres et dangereuses et, ce, en 1950, 1951, 1956, 1959 ».

Le collectif poursuit par ailleurs son travail d'information auprès des (anciens) riverains de l'usine et d'identification des victimes, dans le cadre d'un projet de recherche scientifique auquel il est associé : une récente analyse des données associatives identifie pas moins de 200 victimes riveraines de cette entreprise.

Contact : <gerardvoide@gmail.com>

• **Etats généraux de la santé des travailleuses et des travailleurs.** Le 24 janvier dernier, plus d'une centaine de personnes se sont réunies à Paris pour envisager la suite des Etats généraux qui avaient lieu en mars 2016. L'initiative a essaimé, plusieurs collectifs régionaux ayant construit leurs propres états généraux, notamment en Seine-Maritime et bientôt en Rhône-Alpes. **Début janvier 2017, une permanence « conditions de travail et santé » a vu le jour**, assurée par des travailleuses et travailleurs, des militant-e-s syndicaux, des médecins du travail, des salarié-e-s de l'inspection du travail, des professionnel-le-s du droit, des expert-e-s CHSCT... Elle a lieu tous les premiers vendredis du mois de 17 h 30 à 20 h 30, à la bourse du travail de Paris. Vous trouvez en pièce jointe l'affiche à diffuser dans vos réseaux. **Si vous souhaitez participer à cette démarche** et vous engager à participer à, au moins, trois permanences sur un semestre, merci de vous inscrire et/ou de **vous renseigner auprès de Eric Beynel** : <eric.beynel@solidaires.org>.

• **Pesticides.** Le combat des salariés de Triskalia se poursuit. Il s'est invité au Parlement européen. Il s'élargit à d'autres victimes des pesticides.

« Travailler au contact des pesticides représente un risque pour la santé. Face à la maladie, les indemnisations sont difficiles à obtenir, tandis que le monde politique continue d'appuyer l'agriculture industrielle. » Voici les premières lignes d'une tribune collective publiée dans le journal *Le Monde* du 8 décembre 2016 « Levons le voile sur les vies brisées par les pesticides ! », à retrouver sur <https://solidaires.org/Levons-le-voile-sur-les-vies-brisees-par-les-pesticides>

Courant décembre, un cargo arrivait au port de Brest avec, à son bord, en provenance de Roumanie, près de 25 000 tonnes de maïs traitées avec de la phosphine, un biocide hautement toxique qui peut entraîner des complications neurologiques, respiratoires et cardiaques. Les dockers qui assuraient leur déchargement n'avaient pas été informés des risques.

Un large collectif – réunissant L'Union régionale Solidaires de Bretagne, le Comité de soutien aux salariés de Triskalia victimes des pesticides, le Collectif de soutien aux victimes des pesticides de l'ouest, l'Union Locale CGT de Brest, l'Union locale Solidaires de Brest, le syndicat CGT des marins de Grand Ouest, Europe Écologie les Verts et leurs représentants élus de Brest, Ensemble et l'association Morglaz – **exige « la destruction immédiate et sous contrôle des 25 500 tonnes de maïs traités à la phosphine sans oublier les 59 tonnes déjà livrées à l'entreprise Nutrêa-Triskalia de Plouisy dans les Côtes d'Armor » et l'ouverture d'une enquête transparente** sur :

- le respect de la réglementation concernant l'utilisation de certains fumigants en France et particulièrement de l'utilisation de la phosphine (Arrêté du 4 août 1986) ;
- le respect de la législation sociale concernant la sécurité des personnels affectés à la manutention, au traitement, et au transport de la cargaison ;
- la traçabilité des céréales transportées : compte tenu des particularités des zones de production à risques (Roumanie, Ukraine) : présence possible d'OGM et de glyphosate ;
- la transparence des contrôles réalisés par les services de l'État, puis la communication des résultats des analyses effectuées.

Pour en savoir plus : www.solidaires.org/Arrivee-de-25-500-tonnes-de-mais-traites-a-la-phosphine-sur-le-port-de-Brest

• **Antenne des irradiés de l'Île Longue.** Deux rendez-vous avec le président du CRRMP de la région Bretagne ont conduit à trois perspectives intéressantes. Il a ainsi été convenu que le CRRMP puisse auditionner les victimes, assistées de la personne de leur choix, que les décisions soient motivées par des arguments médico-scientifiques et que l'étude que nous réclamons depuis des années de recensement de toutes les victimes de l'Île Longue ayant travaillé entre 1972 et 1996 soit enfin menée, en coopération avec le service de pathologie professionnelle du CHU, le département de sociologie de l'Université et l'association Henri-Pézerat, en particulier l'antenne des irradiés de l'Île longue. La projection du film *Les Sentinelles*, à Brest, a permis de rendre hommage aux lanceurs d'alerte de tous les scandales sanitaires, en présence notamment du docteur Irène Frachon, à l'origine de la révélation du scandale du Médiateur. Voir à ce sujet l'article du *Télégramme de Brest* : www.letelegramme.fr/finistere/brest/les-sentinelles-un-film-poignant-24-10-2016-11266833.php

Suivre l'actualité de l'antenne des irradiés de L'Île longue sur leur page Internet : www.asso-henri-pezerat.org/brest

• **Les verriers de Givors** se sont réunis en assemblée générale le 7 février 2017. Depuis huit ans, leur combat a déjà rencontré un certain nombre de succès en matière notamment de reconnaissance des cancers professionnels qui frappent ces anciens

verriers : un cancer lié à l'arsenic, un cancer lié à la silice, six cancers liés à l'amiante et deux cancers des voies aérodigestives supérieures ont été reconnus (hors tableaux) suite à une « polyexposition à l'amiante, aux hydrocarbures et dérivés » par le Tribunal des affaires de sécurité sociale de Lyon (TASS), confirmé par la Cour d'appel, « nonobstant » les désaccords des Comités régionaux de reconnaissance des maladies professionnelles (CRRMP) de Lyon et Dijon. Une première condamnation de l'entreprise pour « faute inexcusable » est déjà tombée, d'autres vont suivre. Plusieurs autres déclarations de maladies professionnelles sont en cours d'instruction, à la Sécurité sociale, devant le Tribunal de Sécurité sociale, voire devant la Cour d'appel de Lyon.

Deux procédures menées collectivement vont venir devant les juridictions supérieures cette année 2017. L'une devant la Chambre sociale de la Cour d'Appel de Lyon à la suite du refus de délivrance des attestations d'exposition à l'amiante et aux produits chimiques. L'autre, devant la Cour Administrative d'Appel de Lyon pour obtenir le classement de VMC dans la liste des sites amiantés du ministère du travail permettant le départ en pré-retraite amiante pour les anciens de VMC encore en activité, mais aussi facilitera la reconnaissance des pathologies liées à l'amiante pour tous les anciens de VMC. En savoir plus sur www.verriers-givors.com

Le droit en pratique et autres outils

- **Par une ordonnance du 20 janvier, le gouvernement vient d'étendre aux fonctionnaires le régime des maladies professionnelles** qui était jusque là réservé aux salariés relevant du régime général de la sécurité sociale. Ces nouvelles dispositions devraient faciliter la reconnaissance des cancers professionnels notamment ceux liés à l'exposition à l'amiante. Voir en pièce jointe le texte de l'ordonnance.

- Le cabinet d'expertise Secafi publie, à l'attention des représentants du personnel au CHSCT, **un guide intitulé « Agir pour la réduction de la pénibilité »**. « Ce guide a vocation à apporter l'éclairage sur le dispositif du 30 décembre de 2015 et à outiller les représentants du personnel qui seront amenés à donner leur avis, pour le CE sur la politique sociale, et, pour le CHSCT, sur le bilan de la situation de la pénibilité informé dans le programme annuel. Son ambition est de renseigner sur le cadre réglementaire en y intégrant les points de vigilance préconisés par Secafi. » Il est accessible en ligne sur www.secafi.com/fr/actualites/guide-sante-travail/penibilite.html

- **« La petite Boîte à Outils »**. L'Union syndicale Solidaires lance un site dédié aux conditions de travail, avec fiches pratiques, jurisprudences, analyses, actions syndicales et des formats de « web documentaire » pour les salarié-es sur les conditions de travail. Déjà en ligne, **trois « web doc »** sur le Lean management, sur l'inspection du travail, sur la longue bataille entamée par les salarié-es de Triskalia intoxiqués par les pesticides. D'autres sont en cours d'élaboration sur l'amiante, les journées « Et voilà le travail », le procès France télécom, les TMS, les conditions de travail à la Poste...

A noter, **la mise à jour des outils sur la pénibilité**, le compte de prévention pénibilité,

les obligations de l'employeur, les actions à mener par les équipes syndicales...

La petite boîte à outils (ou la petite BAO) est accessible sur <http://la-petite-boite-a-outils.org/> (voir aussi en pièce jointe la présentation de cette petite BAO)

- Le site **Toxic Docs**, animé par une équipe d'historiens de Columbia University – notamment par David Rosner et Gerald Markowitz, tous deux à l'initiative d'un travail remarquable sur nombre de toxiques dont la silice, le plomb et d'autres – est enfin en ligne. Il permet la recherche plein texte dans **environ 6 millions d'archives industrielles**, à l'égal de ce qui avait été fait pour les archives des compagnies de tabac il y a une quinzaine d'années. C'est en anglais et c'est accessible sur www.toxicdocs.org

- **Notre plomb quotidien.** Il y aurait en France 170 000 habitations contaminées au plomb hébergeant des enfants de 6 mois à 6 ans. L'Association des familles victimes du saturnisme (AFVS)¹ met à disposition du public et de tous les acteurs souhaitant s'impliquer face à cet enjeu de santé publique **un film de sensibilisation de 38 mn.** Réalisé par Fabrizio Scapin, le documentaire *Notre plomb quotidien* donne la parole à des victimes et à des experts de la sécurité et de la santé publique pour expliquer de façon claire et pratique les sources d'intoxication au plomb, les effets sur l'organisme ainsi que des méthodes de prévention au quotidien. Il peut être visionné en ligne sur www.afvs.net/notre-plomb-quotidien ainsi que sur <https://youtu.be/4JRuvQyugs>
Par ailleurs, s'agissant d'un enjeu de santé publique qui peut concerner chacun d'entre nous, l'AFVS se tient à disposition de toute association qui souhaiterait relayer cette information de quelque manière que ce soit afin de lui apporter toute information nécessaire dans ce cadre.

Spécial Justice

Procès AZF. Le procès AZF TOTAL qui s'est ouvert à Paris le 24 janvier dernier illustre la capacité des multinationales à tenter indéfiniment de nier leurs responsabilités dans les désastres sanitaires et environnementaux devant le juge pénal. Condamnée en 1^{ère} instance puis en cour d'appel, la filiale AZF du groupe Total et son directeur, M. Biechlin, ont obtenu de la cour de Cassation qu'elle casse le jugement et renvoie l'affaire devant la cour d'Appel de Paris. **L'association Henri-Pézerat soutient la démarche de la Fédération chimie de la CGT, partie civile au procès, et s'associe à l'analyse** qu'elle a présentée lors d'une conférence de presse fin janvier dernier, à retrouver sur www.asso-henri-pezerat.org/wp-content/uploads/2017/02/intervention-FD-Chimie-AZF-23-janvier-20171.pdf

Le groupe Vinci (construction et terrassement) condamné. En Corse, dans la vallée du Fangu, les sols sont amiantifères et, lorsque Vinci construit, il empoisonne les salariés, les

¹ L'association française des victimes du saturnisme (AFVS) traverse une grave crise financière. Elle lance un appel à soutien pour pouvoir poursuivre ses activités au service de la défense des victimes du plomb. Vous pouvez adresser vos chèques et/ou vos messages à AFVS, 3, rue du Niger, 75012 Paris – afvs@afvs.net – www.afvs.net

riverains et l'environnement. Suite au procès-verbal établi par une inspectrice du travail, Patricia Burdy, qui relevait de nombreuses infractions au Code du Travail, le procureur de Bastia avait renvoyé l'affaire devant le tribunal correctionnel. L'Association régionale de défense des victimes de l'amiante du sud-est (ARDEVA Sud-Est) s'était portée partie civile, représentée par l'avocate Julie Andreu du cabinet TTLA. Vinci avait été reconnu coupable de n'avoir pas assuré la protection des ouvriers du chantier et condamné en 2014 à une amende de 150 000 €. Le 6 janvier 2016, la cour d'Appel a rendu un arrêt qui, pour mise en danger d'autrui et infraction à l'hygiène et la sécurité au travail, condamnait la firme Vinci à 50 000 € d'amende et 9 amendes de 3 500 € chacune et Fabien Boudy, directeur d'exploitation de la firme, à 5 000 € d'amende et 9 amendes de 500 € chacune. Sur l'action civile, les juges ont déclaré recevables les constitutions des parties civiles et condamnés les prévenus à payer à l'association ARDEVA Sud-Est la somme de 15 000 €. Vinci et Fabien Boudy ont déposé un pourvoi en cassation. Il sera examiné par la Cour de cassation le 7 mars 2017.

Mine de Salau (commune de Couflens en Ariège). Le bras de fer entre les opposants à la réouverture de la mine de Tungstène de Salau (le maire et un collectif citoyen), l'exploitant potentiel et les pouvoirs publics se poursuit. **Variscan Mines nie la présence d'amiante dans les minerais**, une présence pourtant attestée au moment de la fermeture de la mine au milieu des années 1980 par une étude menée par Henri Pézerat, à retrouver sur www.asso-henri-pezerat.org/amiante-une-mine-pyreneenne-fait-polemique/ avec d'autres documents concernant ce dossier. Sous la pression d'élus de la région, la demande a été soumise à l'arbitrage du Premier ministre, Bernard Cazeneuve, qui a donné le feu vert, moyennant – dit-il – des garanties sur la santé et la sécurité des travailleurs et de la population (sic!).

Comme décidé lors de notre AG de décembre 2016, **l'Association Henri-Pézerat rejoint l'Association Couflens-Salau demain et le Comité Environnemental Ariégeois dans leur action auprès du tribunal administratif** contre l'attribution du permis exclusif de recherche minière (PERM) désormais accordé par le Premier ministre. Deux réalisateurs ont voulu « enquêter afin de faire émerger la vérité sur le business de l'exploitation minière, les différents conflits d'intérêt, les enjeux politiques, sociaux, environnementaux et sanitaires ». **Leur documentaire est accessible sur :**

www.mediacoop.fr/rubrique/documentaires/mine-de-rien

• **Amisol.** Mis en examen il y a 17 ans pour des faits remontant à 1974, Claude Chopin, ancien patron de l'usine Amisol avait pu bénéficier d'un non lieu en 2015. En juin 2016, la chambre criminelle de la cour de Cassation cassait ce non lieu, ré-ouvrant la voie à un procès pénal des victimes de l'usine d'amiante. C'était sans compter sur les avocats de Claude Chopin qui faisaient appel de cette décision. **La justice devait se prononcer le 3 février 2017 mais la cour d'appel de Versailles a décidé que sa décision serait prorogée**, rendez-vous le 31 mars 2017. A suivre !

• **Filière déchet : un patron condamné en correctionnelle.** Deux ex-dirigeants de l'entreprise Citron (Centre International de Traitement et de Recyclage des Ordures nocives) écopent de prison ferme au Havre. Fin 2010, un incendie s'était déclaré dans cette usine, au terme de onze ans d'activité, d'accidents à répétition et de multiples manquements à la réglementation. Une quarantaine de personnes, principalement des anciens salariés mis sur le carreau, se sont portées partie civile, dénonçant notamment le harcèlement moral et la mise en danger de la vie d'autrui, avec les associations France Nature Environnement et Écologie pour le Havre.

Mickaël Brüggler, 49 ans, ex-PDG, a été condamné à trois ans de prison ferme et à une amende de 45 000€ pour « harcèlement moral », « mise en danger de la vie d'autrui » et « abandon et exportation de déchets dangereux ». Benoît Beaudoin, 48 ans, ex-directeur d'exploitation, est condamné à deux ans de prison ferme et à une amende de 30 000€. Ils devront également verser plus de 800 000€ pour la sécurisation du site et au mandataire judiciaire et sont soumis à une interdiction définitive d'exercer directement ou indirectement une activité commerciale.

Préjudice d'anxiété : des sous-traitants veulent les mêmes droits que les salariés de l'usine dans laquelle ils interviennent. Pendant des années, ils ont nettoyé les ateliers de l'usine RVI, aujourd'hui Iveco Bus, à Annonay (Ardèche) – une usine classée « site amiante » depuis 2007. Ils, ce sont six salariés d'ONET Services, une multinationale du nettoyage qui emploie, selon ses propres termes, 65 000 « collaborateurs » (<https://fr.groupeonet.com/Notre-groupe>). Le 6 février dernier, ils revendiquaient la reconnaissance de leur préjudice d'anxiété pour exposition à l'amiante devant le Conseil de Prud'hommes de Valence. **Celui-ci rendra sa décision le 6 mars prochain qui, si elle était positive, pourrait servir « à tous les sous-traitants des sites amiantés en France », comme ils le souhaitent eux-mêmes.** Ecoutez l'un d'entre eux sur www.francebleu.fr/infos/faits-divers-justice/amiante-les-agents-d-entretien-de-l-usine-iveco-annonay-veulent-etre-reconnus-victimes-1486394463

Les salariés de l'entreprise Iveco, eux, ont obtenu le préjudice d'anxiété.

A lire, (re)voir, (ré)écouter...

• **Triste record.** La France en tête du nombre de morts par accidents du travail en Europe. Découvrez la **Cartographie du nombre de morts au travail** en Europe, réalisée à partir des données Eurostat de 2014 : https://scontent-fra3-1.xx.fbcdn.net/v/t1.0-9/16105614_1221171034625456_507646710939428378_n.png?oh=5c54e9ed4215eca07cb4c492eab79840&oe=5920AD1D

• Le Comede, Comité pour la santé des exilés, consacre le numéro 51 (juillet 2016) de sa revue, *Maux d'exil*, à « **Bassins de vie, migrations et écologie** ». Au sommaire, des articles au cœur de nos préoccupations, comme les déplacés climatiques, la

surexposition des travailleurs migrants à certains polluants, la contamination par le plomb et santé des familles immigrées, le bouleversement des sociétés par l'industrie minière... A retrouver sur : www.comede.org/download/n51-bassins-de-vie-migrations-et-ecologie-juillet-2016/

- Radio Canada télévision consacre un **court reportage sur Paul François et son combat**, accessible sur :

<http://ici.radio-canada.ca/tele/la-semaine-verte/2016-2017/segments/reportage/10863/paul-francois-monsanto-pesticides?isAutoPlay=1>

- **Burn-out.** La Haute Autorité de santé (HAS) prépare des recommandations à l'attention des médecins pour la prise en charge thérapeutique et l'accompagnement des personnes atteintes de burn-out. **En excluant la prévention et en intégrant la fragilité psychologique individuelle, la démarche inquiète des médecins du travail.** Un article à lire sur [www.sante-et-travail.fr/la-has-planche-sur-le-burn-out fr art 641 78317.html](http://www.sante-et-travail.fr/la-has-planche-sur-le-burn-out-fr-art-641-78317.html)

- ***Vivre et mourir de l'amiante, une histoire syndicale en Normandie***, un livre de Cécile Maire qui relate le travail de l'amiante à Condé-sur-Noireau et des luttes syndicales depuis le début des années 1950. « C'est l'histoire du dilemme entre avoir un emploi et préserver sa santé. Une histoire syndicale, dans un lieu où l'ont vit et meurt de la même chose : l'amiante. » Un ouvrage publié aux éditions L'Harmattan dont l'auteure rend compte sur www.youtube.com/watch?v=oY9rdF-puQ&t=3s

- ***Ce qui compte vraiment, un nouveau livre de Fabrice Nicolino.*** « Je l'ai voulu non optimiste, car c'était au-dessus de mes forces, mais en tout cas tourné vers un avenir possible pour tous. Ici, ailleurs, humains, animaux, plantes, mers et rivières. J'y passe en revue cinq questions à mes yeux décisives – le sort des campagnes en France; la restauration des écosystèmes dans le monde; la situation des mers et de la pêche ; le si grand malheur des eaux vives ; la cohabitation avec ces Autres si proches que sont les animaux. » Retrouvez l'intégralité de son appel sur son site <http://fabrice-nicolino.com/>

- **Nucléaire et santé.** Une série de débats organisés par l'Association des médecins français pour la prévention de la guerre nucléaire ont eu lieu entre septembre et décembre 2016. Petite sélection non exhaustive que vous pouvez retrouver en ligne :

- « Nucléaire militaire et santé » : www.youtube.com/watch?v=0kYSQ87u8wI

- « Santé et Droits de l'Homme à la suite des désastres nucléaires à Mayak en Russie » : www.youtube.com/watch?v=f3cu28xpRmE

- « Tchernobyl dans l'histoire occultée des dégâts des radiations » : www.youtube.com/watch?v=tQU5kw0n-g&t=25s

• **Des films à voir, s'ils passent encore près de chez vous.**

- *La fille de Brest* qui relate le combat de Irène Frachon contre le Médiateur. Lire à ce propos son interview, « Avec le médiateur, j'ai déterré un charnier » sur www.lemonde.fr/sante/article/2016/11/20/irene-frachon-avec-le-mediator-j-ai-deterre-un-charnier_5034550_1651302.html

- *La Sociale*, une histoire de la Sécurité sociale, depuis l'utopie portée par le Conseil national de la Résistance jusqu'aux offensives aujourd'hui pour sa disparition. Une mise au point bienvenue sur les enjeux de la protection sociale.

• **Pour des vaccins sans aluminium.** Tout, vous saurez tout, sur les risques liés aux adjuvants à l'aluminium introduits dans les vaccins, la vie des victimes de cet empoisonnement, atteintes de myofasciite à macrophages, une maladie très invalidante, le travail de lobby de l'industrie pharmaceutique, les leviers de mobilisation... Un site ressource très pédagogique: www.vaccinssansaluminium.org/

Un livre du professeur Romain Gherardi, *Toxic story, 2 ou 3 vérités embarrassantes sur les adjuvants vaccinaux*, éditions Actes Sud, 2016. Et, enfin, un documentaire réalisé par Marie-Ange Poyet, « *L'aluminium, les vaccins et les deux lapins* », premier documentaire intégralement consacré à la question de la toxicité de l'aluminium utilisé dans les vaccins, dont vous pouvez regarder la bande-annonce à cette adresse :

www.youtube.com/watch?v=64J87LoiTY

• A signaler, la **publication d'un bulletin très riche** réalisée par le Comité (suisse) d'aide et d'orientation des victimes de l'amiante (Caova). Pour le recevoir, <http://caova.ch/bulletin-caova-alerte-amiante/>

• **Pas trop tôt ! Le 15 décembre 2016, le gouvernement fédéral canadien de Justin Trudeau a annoncé l'interdiction de la fabrication, l'exportation et l'importation de l'amiante au Canada à partir de 2018.** Pour mémoire, l'amiante était interdit de vente à l'intérieur de ses frontières en vertu d'une réglementation stricte sur la santé. Mais le Canada pouvait jusqu'à présent poursuivre l'extraction pour l'exportation de l'amiante. *L'Aut'journal* rend compte des luttes et mobilisations qui ont conduit les pouvoirs publics à prendre cette décision: <http://lautjournal.info/20161223/finie-lamiante>

Vous pouvez aussi consulter le site anglophone de Ban Asbestos Canada : <http://banasbestoscanada.ca/>

A vous lire sur vos actions, témoignages, etc.

Fanny et Anne, pour l'équipe d'animation

<assohp@gmail.com>

Cette lettre est adressée à tous nos adhérents et aux compagnons de route.
Si vous ne voulez plus en être destinataire, n'hésitez pas à nous le faire savoir.